

IN THE SEYCHELLES COURT OF APPEAL

ANGELIKA MAUREL

APPELLANT

V/S

MAX MAUREL

RESPONDENT

C.V. 1/97

Before Goburdhun P, Venchard and Adam JJA

Judgment

In this appeal the Appellant declares that she is dissatisfied with the decision of the Learned Trial Judge on the 3 following issues:-

1. the award of a lump sum of R 360,000.- to the Respondent for alimony.
2. a monetary contribution paid towards the purchase of the shares of Islette Island by the Appellant was a gift to the Respondent.
3. the house at PortGlaud is to be given to the Respondent.

By a cross appeal the Respondent contends that the lump sum of R 360,000.- awarded to him on maintenance is insufficient to maintain him in the lifestyle to which he had been accustomed.

I shall deal with these 3 issues, seriatim.

1. LUMP SUM OF R360,000

The Learned Trial Judge reached that figure by awarding him the equivalent of six months' expenditure pattern, at a rate of R 60,000.- per month - that is - he should be paid by the Appellant the sum of R 360,000., payable as a lump sum. Essentially, the maximum period during which the Respondent would be entitled to any form of maintenance would lapse at the time of his remarriage which apparently took place some six months after the divorce. The Learned Trial Judge awarded him the monthly sum claimed by him for the period ending to that time. The question which arises is whether the Respondent is entitled to any amount whatsoever under that heading.

It must be remembered that in the divorce proceedings, he was held to be the guilty party. As such he would not be entitled to any form of maintenance (aliment) at all from the innocent party. I therefore hold that on that issue the award of any amount whatsoever for maintenance is wrong in principle.

But there is more. The Respondent is essentially claiming arrears in alimony accumulated up to some time in September 1995 when he remarried.

The Seychelles Law relating to maintenance was initially governed by the French Civil Code. There have been various legislative amendments —

1. Matrimonial Causes Act, 1992,
- 2 Maintenance Orders (Attachment of Earnings) Act, Cap 118
- 3 Maintenance Orders (Reciprocal Enforcement) Act, Cap 119
- 4 Summary Jurisdiction (Wives & Children) Act, Cap 223.

However, the principles regulating alimony have remained the same. It is therefore appropriate for guidance to turn to French doctrine and case law to construe the nature and extent of the rules relating to the award of alimony.

I read the following in **Encyclopedie Dalloz, Civil V° Aliments.**

1. *Le code civil, en établissant entre parents et allié proches une obligation dont l'objet consiste en des "aliments", entend par là tout ce qui est nécessaire à la vie du créancier alimentaire: nourriture, vêtements, chauffage, éclairage, logement, santé, etc. pour des frais médicaux exceptionnels occasionnés par un accident, Trib. Grande inst. Seine, 19 févr. 1966, D. 1966.428). L'objet de la dette alimentaire ainsi conçue progresse en même temps que le niveau de vie général de notre époque. Il faut, aujourd'hui, y comprendre des prestations que le code civil ne considérerait pas comme nécessaires. A un moindre degré, la nécessité des prestations alimentaires varie d'après les habitudes de vie du milieu auquel appartient le créancier alimentaire. Les "aliments" étant ainsi compris, la loi leur substitue normalement, pour simplifier les rapports des parties, une pension forfaitaire en argent, calculée d'après l'importance des sommes besoins nécessaires à la satisfaction des besoins alimentaires: c'est la "pension alimentaire" (V. infra, N°214). Dans certains cas, si la consistance des biens du débiteur s'y prête, la pension alimentaire peut être convertie en capital (C.civ., art. 285 et 294) (V. infra, n°s 38 et s., 139). Et la constitution d'un capital n'a pas alors un caractère subsidiaire par rapport à l'octroi d'une pension alimentaire (Civ 2e, 21 juill. 1986, Bull. Civ II, n°123). Mais si ce capital devient insuffisant pour couvrir les besoins du créancier, un complément peut être attribué sous forme de pension alimentaire (C.civ., art. 285, al.2 et 294-1).*

2. A MONETARY CONTRIBUTION PAID TOWARDS THE PURCHASE OF THE SHARE OF ISLETTE ISLAND BY THE APPELLANT WAS A GIFT TO THE RESPONDENT.

The learned Trial Judge held that the admitted contribution made by the Appellant was a gift, against the assertion of the Appellant that they were a loan or an advance as a “prête nom” in order to circumvent the prohibition by law under which she was to acquire a land in Seychelles. The Learned Trial Judge quite rightly held that she could not invoke her own turpitude in attempting to defeat a prohibition of public order in order to derive a benefit therefrom. This however fails to consider what in my view is the essential part of the claim, i.e was the money, admittedly remitted by the Appellant to the other co-owners of Islette Island, a gift or not to the Respondent? It is incumbent upon the Respondent to prove that the money was a gift. As in every other case, a donation between spouses rests essentially on the intention to, in fact, make a donation. In that respect I read the following from **Encyclopédie Dalloz, Civile V° Donation entre Epoux**,

- 118 *Toutes les donations entre époux pendant le mariage sont soumises aux règles de forme des donations ordinaires, c'est-à-dire celles établies par l'article 931 du code civil. Elles doivent être reçues, à peine de nullité, par acte notarié et en minute. Ces donations doivent contenir les mentions ordinaires des actes authentiques ainsi que celle exigées par les lois fiscales (donations précédentes....)*
- 119 *Lorsque les donations entre époux pendant le mariage portent sur des droits réels immobiliers, elles doivent mentionner les indications prévues pour leur publication à la conservation des hypothèques par le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 (D.1955.44, Rect.73;V.Donation) pour qu'elles soient opposables aux tiers (V.A. RAISON, op.cit., n° 53)*
- 120 *Ces libéralités peuvent revêtir la forme d'une donation indirecte, d'un don manuel (Civ 1re, 18 oct.1966, Bull.civ.I, n°472; 27 déc. 1949, J.C.P., éd. not., 1950.II.5679, note Voirin; Paris, 20 Mars 1858, et sur pourvoi, Req. 25 janv. 1859, D.P.59.I.411), mais non d'une donation déguisée ou par personne interposée formellement prohibées par l'article 1099 du code civil - mais encore faut-il qu'on en demande l'annulation (V.infra, n°s 300 et s.).*
- 121 *Si la donation porte sur des meubles, il faut y annexer l'état estimatif exigé par l'article 948 du code civil (V.Donation), afin que l'égalité dans le partage, la masse de calcul et les règles impératives sur la réserve soient observées, le cas échéant. Souvent, néanmoins, le don manuel est rebelle à la comptabilité juridique.*
- 122 *Les donations entre époux pendant le mariage doivent être expressément acceptées par le donataire, à l'inverse de ce que l'article 1087 du code*

3. La notion d'aliment, telle que le code civil l'avait réglementée dans les rapports familiaux, a tendu à s'élargir. On reconnaît aujourd'hui un caractère alimentaire, hors des rapports familiaux, aux créances payables par des prestations successives et viagères tendant à assurer des moyens d'existence à une personne (V. infra, n^{os} 6 et s.). Mais, même élargies dans leur conception, les obligations alimentaires ont toujours des traits communs correspondent à leur but. Visant à assurer l'existence d'une personne dans le besoin, elles sont modérées, quant à leur chiffre, et essentiellement personnelles à leurs bénéficiaire, qui ne peut les céder, et entre les mains duquel elles ne sont pas saisissables. (Emphasis added)

CAS OU L'OBLIGATION ALIMENTAIRE AURAIT UNE SOURCE DELICTUELLE OU QUASI DELICTUELLE.

11. C'était le cas, avant la loi n^o 75-617 du 11 juillet 1975 (D. 1975 .247), de l'obligation alimentaire de l'ex-conjoint divorcé coupable envers l'ex-conjoint innocent.
- 140 La pension alimentaire cesse d'être due si le conjoint créancier se remarie ou vit en concubinage notoire (C.civ., art.283). Selon un arrêt de la cour de Paris, c'est au juge aux affaires matrimoniales d'apprécier s'il y a état de concubinage, 'cause légale de cessation du versement de la pension alimentaire (12 mai 1978, D. 1978, I.R. 437, obs. A. Bénabent, et 1979, I.R. 164, obs. J.C. Groslière). L'existence d'un concubinage notoire peut être établie par tout moyen, mais c'est au juge d'apprécier la valeur de cette preuve et, dans l'exercice de ce pouvoir souverain, il peut rejeter des débats "un procès verbal de concubinage" établi par un huissier de façon irrégulière. D'ailleurs, un constat huissier, du moins lorsqu'il a pour objet d'établir de façon directe les relations sexuelles de l'un des anciens époux avec un tiers, ce qui suppose l'accès à l'intérieur du domicile et la visite de ses parties les plus intimes, constituerait une immixtion intolérable dans la vie privée de cet ancien époux dégagé de son devoir de fidélité; un tel acte ne peut être justifié, en raison de sa gravité, par le seul souci pour le requérant de préserver ses intérêts patrimoniaux.
- 170 Aux termes de l'article 208, alinéa 1er, du code civil les aliments sont accordés "dans la proportion du besoin de celui qui les réclame et de la fortune de celui les doit". C'est à la date où ils statuent que les juges du fond doivent se placer pour apprécier les besoins du créancier et les ressources du débiteur d'aliments. Ils tiennent compte de toutes les circonstances caractérisant la situation des parties: âge, charges familiales, état de santé, situation sociale, notamment.
- 196 Les droits alimentaires sont inséparables de la personne du créancier et considérés comme lui étant indispensable pour assurer son existence. La survie des individus intéressant l'ordre public, de ce caractère personnel de l'obligation alimentaire découle son caractère d'ordre public, qui interdit au créancier de

civil admet pour les donations par contrat de mariage: la seule présence à l'acte du donataire n'est pas suffisante (Rennes, 20 mars 1941, journ.not. et av.1941, art. 11072, p.146; Amiens, 24 nov. 1843, S.47.2.343).

In the present case, the alleged donation has not been made in one of the recognised forms which would have established conclusively the "intention libérale". The Appellant's intention as alleged by her and as adumbrated by the Learned Trial Judge was to circumvent the law and not to make an outright donation to her husband. No cogent evidence has been led to rebut that fact. That very fact itself defeats the "intention libérale" so that the Respondent cannot claim to be the full beneficiary of the proceeds of the use of the funds remitted to the co-owners for their share in the island.

I would therefore hold that the finding of the Learned Trial Judge that the monetary contribution paid towards the purchase of the shares of Islette Island by the Appellant was a gift to the Respondent, was wrong in principle and not borne out by the evidence. I would also find that the Respondent is accountable to the Appellant for the use of those funds and cannot appropriate for himself either the funds or the proceeds of the use of those funds.

3. THE HOUSE AT PORT GLAUD IS TO BE GIVEN TO THE RESPONDENT

The fate of the house at the Port Glaud is intimately linked with the fate of the house at Mare Anglaise. The Learned Trial Judges' order on that issue is as follows:—

There is documentary evidence proving that parcel J .351 belongs to the respondent. Its value has been given as being about half the value of the Matrimonial home at Mare Anglaise. However, as submitted by Mr. Derjacques , the respondent appears to accept a fair deal by giving the Mare Anglaise house to the petitioner, while he retains the one at Port Glaud, where he is currently residing, the fact that it is worth less than the former, notwithstanding. I do approve this deal and direct the respondent to transfer the remaining undivided half share of parcel H.648 to the petitioner. As a consequence thereof, the petitioner's claims over parcel J351 are dismissed in turn, the respondent is given ownership of same.

For the same reasons, as those elaborated above, the order of the Learned Judge cannot be upheld.

I would therefore quash the order in respect of the house, ordering that the house at Port Glaud be given to the Respondent.

It is at this stage apposite to draw attention to the fact that we are here dealing with limited companies incorporated under the Companies Act. They have corporate identity and existence independent of the personality of their shareholders and promoters - principle in the Solomon's case.

In the present case as well, there is no warrant to lift the corporate veil and to assimilate properties belonging to a company as being owned by shareholders or any one shareholder or as matrimonial property. The proper course is to seek a liquidation of the assets of the company in accordance with the Companies Act.

For all those reasons, I would allow the appeal of the Appellant and dismiss the cross appeal of the Respondent.

I order the Respondent to pay the costs of the appeal and cross appeal.

Arch

L.E. VENCHARD
JUSTICE OF SEYCHELLES

*Judgment delivered in
open court*

at
A. A. P. P. P.
2018
11/07/2018